

SHANGHAI, 1992-1997

Réflexions sur six années de développement économique en Chine

PAR JEAN-YVES BAJON

*Ancien Conseiller Commercial près du Consulat Général de France à Shanghai (1996-1998)
Service économique et commercial - Ambassade de France à Singapour*

Après quarante ans d'expiation, la ville de Shanghai est redevenue le phare du développement économique chinois. La ville a pour elle une tradition d'ouverture sur l'étranger et l'expérience d'un siècle de coopération avec l'Occident. Les élites shanghaiennes des années 80, aujourd'hui aux plus hautes fonctions du pays, ont ainsi pu bâtir les fondements de l'industrie, du commerce et de la finance de la Chine nouvelle. Mais le temps des investissements étrangers tous azimuts et des grands projets d'infrastructures semble désormais révolu. Si l'époque qui s'amorce marque le retour à plus de réalisme et l'amorce d'un mouvement de consolidation, elle pose aussi la question de la réversibilité des réformes et d'un éventuel durcissement des conditions d'opération en Chine.



D.R.



LE RETOUR EN GRÂCE D'UNE VILLE AU DESTIN UNIQUE : DE L'EXPIATION AU STATUT DE VILLE MODÈLE

Après 40 ans d'expiation (1949-89), la ville de Shanghai, qui constitue l'une des 31 provinces de Chine et à ce titre rapporte directement au Conseil des Affaires d'État, est redevenue le phare du développement économique chinois. Ce renouveau trouve sa justification dans un certain nombre de paramètres objectifs : la localisation centrale de la ville à l'estuaire du Yangze Jiang et au débouché de régions riches (Jiangsu et Zhejiang) ; un siècle de « compromission » avec le capitalisme des Concessions qui a permis de bâtir les fondements de l'industrie, du commerce et de la finance à Shanghai ; les élites shanghaiennes des années 80, aujourd'hui aux plus hautes fonctions du pays ; la tradition d'ouverture sur l'étranger.

Cette renaissance n'est pas venue du premier coup. La loi sur les investissements étrangers a d'abord profité au sud, que Deng Xiaoping remerciait ainsi de son soutien dans les hauts et les bas de sa longue accession au pouvoir. Il faudra attendre 10 ans un mouvement de rééquilibrage vers la métropole de Chine de l'Est et la symbolique du lancement de la plus grande zone économique spéciale de Chine (Pudong) par le Petit Timonier en 1990. La contribution de la ville Province au PIB de la nation, qui diminuait inexorablement au cours des années 80, a dû attendre 1994 pour croître de nouveau et atteindre aujourd'hui environ 5 % pour 1 % de la population chinoise.

Les autorités centrales n'ont pas exactement, à cette date, redonné à la ville les moyens de son développement. Disons qu'elles ont cessé de prélever sans retour 80 % de ses revenus et qu'elles ont accepté de cautionner les grands projets d'infrastructures et de rénovation dont la ville avait tant besoin après 40 ans d'engourdissement, à charge pour celle-ci de trouver des sources de financement en complément de ses propres ressources budgétaires. Depuis le début des années 90, la chronologie n'est qu'une succession effrénée de grandes réalisations : la Tour de Pudong (1992), la Bourse (92) et son nouvel immeuble (98), le premier périphérique (94), la radiale Nord-Sud (95), le métro (95), le tunnel sous le Huangpu (92, doublé en 97), les ponts sur le Huangpu (91, 94 et 98)... Shanghai devenait également, à partir de 1995, le terrain d'expérimentation de toutes les réformes importantes voulues par les autorités centrales : réforme des entreprises d'État, de la sécurité sociale, des fonds de retraites, du système de logement... Autant de réformes aujourd'hui étendues à l'ensemble de la nation depuis qu'elles ont été actées par le XV^e Congrès du Parti Communiste Chinois, au mois d'octobre 1997.

L'INVESTISSEMENT, PREMIER MOTEUR DE LA CROISSANCE ; L'IMMOBILIER, PREMIER SECTEUR D'INVESTISSEMENT

La croissance de Shanghai en 1992 et 97 se caractérise par un cortège de nombres à deux chiffres, avec une moyenne à 13 % par an. Le PIB annuel de la ville-province est aujourd'hui voisin de 40 MdUSD. L'analyse de l'utilisation du PIB fait apparaître une part tout à fait exceptionnelle de l'investissement, supérieure à 50 %. Une analyse plus précise de l'investissement donne une répartition de 20 % pour les infrastructures, 30 % pour l'industrie et 50 % pour les services, immobilier principalement. Pendant le VIII^e plan quinquennal (1992-96), ce sont des sommes vertigineuses qui ont été investies dans l'immobilier, de l'ordre de 25 MdUSD, cependant que la municipalité investissait environ 12 MdUSD dans ses infrastructures.

Le financement de ces investissements trouve ses origines dans deux lois fondamentales qui ont ouvert la porte au capital étranger, en direct ou par le biais de la place financière de Hong-Kong, véritable machine à recycler des capitaux chinois et à lever des fonds pour les fameuses *red chips* :

1 – La loi sur l'investissement étranger qui a permis la création, par le biais de *joint-ventures* mais aussi, de plus en plus, d'entreprises étrangères à 100 %, de dix-huit mille co-entreprises étrangères à Shanghai. Celles-ci réalisent aujourd'hui près de la moitié de la production industrielle et des exportations de Shanghai. Ces investissements emploient près de 15 % de la population active et ils ont entraîné dans leur sillage le développement d'un important secteur de services (47 % du PIB en 1997, près de 48 % à la fin de 1998). Ils ont permis aussi à des entreprises locales sans fonds propres de valoriser au mieux leurs apports matériels, souvent avec la complaisance des « *Commodity Inspection Bureau* » locaux.

2 – La loi du droit du sol, qui a permis à des promoteurs, Chinois d'outre-mer pour la plupart, d'acheter des concessions de 30, 50 ou 70 ans suivant l'usage, sur des terrains du centre ville. Pour les meilleurs emplacements, ces promoteurs ont payé à la municipalité un droit d'usage du sol s'élevant jusqu'à 1000 USD par m² construit. Cette manne a permis à celle-ci de lever 12 MdUSD entre 1992 et 1996, c'est-à-dire autant qu'elle a investi dans ses infrastructures au cours de la même période. Sans qu'il y ait eu transfert rigoureusement avéré, cet argent a permis de lancer un programme massif de relogement de la population shanghaienne à raison de 12 millions de m² construits par an avec pour objectif de faire passer la surface habitable moyenne de 4 à 10 m² par personne en dix ans.

À l'inverse, la bourse de Shanghai, très encadrée et trop souvent manipulée, ne semble pas en mesure de devenir de sitôt un moyen crédible de financement des entreprises. Quant à l'épargne, très importante dans une population qui conserve des réflexes hérités du passé, elle reste encore massivement canalisée dans le système bancaire dont le rôle, malgré les effets d'annonce, sera, pour longtemps encore, de financer les fins de mois de sociétés locales en difficulté.

La situation de pénurie immobilière du début des années 90 a rapidement fait place à un marasme, dès la fin de 1995, en particulier dans l'immobilier de bureaux et commercial, du fait de l'arrivée sur le marché dans ces secteurs de 3 à 4 millions de m² par an (soit plus que la surface totale du quartier de la Défense à Paris). En trois ans, les prix ont baissé de 60 à 70 % et la municipalité, en bon gestionnaire de la ressource et de sa rareté, a dû cesser brutalement ses mises aux enchères de terrains en janvier 1998, posant, indirectement mais sûrement, le problème du financement de la croissance.

Pas plus que les autres acteurs de l'économie asiatique, les autorités chinoises n'ont vu venir la crise. Celle-ci survient, d'ailleurs, au plus mauvais moment car elle coïncide avec l'extension à tous le pays des réformes amorcées au milieu des années 90 à Shanghai. Même pour la ville-province, le calendrier n'est pas bon du fait que les besoins en infrastructures inscrits au IX^e Plan sont multipliés par trois par rapport au Plan précédent. Des méthodes de substitution, comme l'obligation d'acheter leur logement signifié progressivement aux personnes logées par les unités de travail ou relogées par la municipalité dans le cadre des restructurations urbaines, sont une façon pour la ville de refaire sa trésorerie, mais le financement de l'économie demandera plus. De fait, ces mesures ont un effet immédiat de contraction de la consommation, déjà très sensible à Shanghai et ce, malgré des baisses de prix très nettes.

UNE TROP GRANDE ANTICIPATION DU POTENTIEL DE LA CHINE ET DES RÉFORMES ENGAGÉES

Trop vite. C'est l'impression que l'on a parfois en observant tant l'état des investissements industriels que la fièvre immobilière qui agite Shanghai. En matière industrielle, un effet d'entraînement et de mode a balayé les jugements rationnels au début des années 1990, alors même que l'occident était touché par la crise.

Il y a peu de temps encore, investir en Chine était synonyme d'accession à un gigantesque marché, de coûts d'opération réduits et, le cas

échétant... de hausse du titre de la société mère en bourse.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Les co-entreprises ou *joint-ventures* de la première génération ont souvent accepté les effectifs pléthoriques de leur partenaire local et elles ne peuvent plus aujourd'hui les licencier qu'au prix fort, du fait des nouvelles lois sociales qui s'appliquent en priorité aux étrangers. Les salaires sont alourdis de 60 % de charges et sont victimes d'une inflation pour ce qui concerne les talents, ceux-ci n'acceptant même pas d'aller travailler en Province lorsqu'ils sont diplômés des grandes universités de Shanghai.

Les mariées étaient souvent trop belles, dotées de faux bilans et de carnets de commandes fictifs et, finalement, peu à même de faire ce qu'on attendait d'elles : vendre. Quoi de plus normal, après tout, pour des sociétés chinoises habituées, pendant quarante ans, à n'avoir, dans un cadre planifié, que des objectifs de production et non de vente. L'investisseur potentiel est en général accueilli à bras ouverts en Chine et produire en Chine s'avère toujours possible, malgré les turpitudes des négociations et celles de la phase de construction des usines. Mais, une fois les actifs immobilisés, commence le parcours des maquis réglementaires, des services défaillants voire inexistantes (logistique, marketing...), de la TVA non recouvrable, des clients insolvables, des conseils d'administration tendus, des réorganisations de capital et de droits de vote... Finalement, dans de nombreux cas, la *joint-venture* est apparue comme un mariage contre nature dont la restructuration coûte aujourd'hui au moins aussi cher que la constitution.

Le profil de la société qui gagne de l'argent ? C'est une société, en *joint-venture* avec un fort contrôle du partenaire étranger ou à 100 % étrangère, constituée avec le minimum d'effectifs, établie sur un site différent de celui du partenaire, celui-ci exerçant si possible des activités complémentaires et non concurrentes. C'est souvent une société qui exporte la majeure partie de sa production, à moins qu'elle ne bénéficie d'un marché protégé dont le partenaire est un acteur principal. L'investisseur chanceux a un produit nouveau, porteur et réputé et surtout peu concurrencé, position qui relève de plus en plus de la stratégie de niche. Malheureusement, la règle générale dans beaucoup de secteurs est plutôt celle de la surproduction et des capacités trois fois supérieures à la demande. L'investisseur en Chine, hormis des stratégies massives et/ou fortement capitalistiques comme dans l'industrie lourde, l'automobile, certains secteurs des produits de grande consommation, la téléphonie... a le comportement, qu'il soit grand ou petit, d'une PME ou d'une *start up* : dans le premier cas, il gère avec parcimonie, préfère exporter, observe du coin de l'œil le marché local et se tient prêt à un repli éventuel. Dans le second cas, il investit peu au regard de sa structure mère et s'apprête à jouer



BILAN D'APRÈS CRISE

Eve Arnold/MAGNUM PHOTOS



sur le long terme avec autant de chances de *jack pot* que de risques de *write off* (avec cependant la sensation du devoir accompli...). Le marché inspire au mieux le goût du risque, au pire une méfiance fermement ancrée.

La situation a été rendue difficile, ces derniers temps, par la crise asiatique qui a joué le rôle de révélateur. Non que la Chine souffre exactement des mêmes maux que ceux du reste de l'Asie : ceux de la Chine relèvent directement de l'héritage de cinquante ans de communisme (usines obsolètes, absence d'initiative des individus, secteur financier inefficace). La Chine reste de surcroît très protégée des perturbations liées aux mouvements de capitaux courts. Mais, à l'instar du reste de l'Asie, la confiance n'est plus aussi ferme. L'émergence d'une classe moyenne se fait attendre, pour avoir été trop largement anticipée ; les revenus sont encore bas (1 200 RMB en moyenne par mois et par employé à Shanghai) ; seule une frange de la population locale – cadres locaux des sociétés étrangères ou hôtesse de bar – a un pouvoir d'achat se rapprochant de celui des marchés développés ; la population n'est pas encore entrée dans la société de consommation et elle réagit immédiatement par l'épargne aux menaces qui pèsent sur l'économie, au détriment de la consommation. Shanghai s'est dotée de surfaces commerciales, au

rythme de 1,5 million de m² en 1997 et 1998, qui sont aujourd'hui peu fréquentées.

La réforme que tous les investisseurs étrangers appellent de leurs vœux n'est pas aussi radicale, rapide et irréversible que ceux-ci le souhaiteraient. Pendant longtemps encore, entreprises étrangères et locales ne seront pas en concurrence sur un pied d'égalité. Les banques chinoises ne cesseront pas du jour au lendemain de faire les fins de mois d'un secteur étatique défaillant, pour des raisons politiques et sociales évidentes. Le rythme des réformes sera proportionnel au taux de croissance et celles-ci ne se feront que dans la mesure où la croissance permettra de résorber progressivement les maux du pays. De même, le chômage, dont le niveau latent est, dans les villes, sûrement plus proche des 20 % que des 3 % officiels, ne sera officialisé qu'au prorata des emplois créés par les nouvelles implantations industrielles et, surtout, le secteur des services.

La tendance, depuis le début de l'année 1998, est à un tassement singulier de la croissance de la consommation. Celle-ci était encore de 17 % en 1997. Au mois de mai dernier, une diminution de la consommation a même été enregistrée par rapport à mai 1998. La Municipalité de Shanghai a annoncé en 1997 une réduction de 50 % des promesses d'investissements étrangers,

Après quarante ans d'expatriation (1949-89), la ville de Shanghai est redevenue le phare du développement économique chinois.

(Vue générale de la ville depuis la tour de la télévision).

DOSSIER CHINE

après 5 années consécutives à un niveau de 10 MdUSD. Au premier semestre, les autorités ont sorti un chiffre en stabilisation à 2,5 MdUSD mais en incluant le projet ancien et non totalement finalisé d'une aciérie de Krupp Thyssen qui s'élèverait à lui seul à près de 1,5 MdUSD. Le même artifice avait été utilisé en 1997 avec l'inclusion des projets de General Motors et de NEC, pour un montant total supérieur à 2,5 MdUSD. La croissance, qui était de 12,7 % en 1997, n'atteindra sûrement pas le niveau de 10 % projeté au début de l'année et devrait de façon plus réaliste se situer entre 7 et 8 %.

Mais, après tout, peut-on reprocher à la Chine, qui garde l'œil rivé sur les errements de son voisin et ancien rival ex-soviétique, de gérer sa transformation dans la mesure de ses moyens ?

VIVE LA CRISE : LE RETOUR À LA RAISON

À toute chose malheur est bon. Le ralentissement observé depuis le début de l'année engendre une nouvelle perception, plus réaliste, du développement économique chinois. Avec un peu de recul, les années 92-97 feront de plus en plus figure de quasi-anomalie dans l'histoire économique mondiale. C'est au cours de cette période que la Chine est devenue le second pays récipiendaire d'investissements étrangers au monde. La ville de Shanghai accueille à elle seule 9 % de la totalité de ces investissements. Il fallait bien qu'un jour on finisse par se poser les vraies questions. Quelle est la rentabilité de ces investissements tous azimuts d'industriels en pleine guerre de mouvement ? Quelle est la capacité du marché chinois à ingurgiter ce que les commerciaux de tous les pays voulaient lui vendre ?

Aujourd'hui, ce n'est pas la Chine qui est en crise mais, plus exactement, l'idée qu'en avaient les investisseurs. C'est en quelque sorte la fin d'un Eldorado. Mais la prise de conscience est utile. En matière de commerce courant comme d'investissement, la Chine ne constitue pas un marché mais une mosaïque, étalée principalement le long de la côte, autour des grands centres urbains. Shanghai reste une place attractive et la chute des prix immobiliers permet une réduction drastique des coûts d'installation, les loyers ayant baissé de 70 % en trois ans. Les investissements évoluent vers des formes plus adaptées, en particulier des sociétés à 100 % étrangères ou des *joint ventures* à partenaire très minoritaire, « *ouvreur de portes* » plus que véritable industriel. Les partenaires sont choisis en fonction de leurs mérites propres et non de qualités largement présumées. Le marché de l'emploi local est plus large et moins tendu, avec



Hiroji Kubota/MAGNUM PHOTOS

l'émergence d'une génération jeune, bien formée et compétente qui rompt avec l'esprit de l'époque communiste.

En dix ans, la Chine a réalisé des progrès considérables. Le rythme du programme d'infrastructures de la ville de Shanghai a suivi l'expansion de la ville et l'on circule mieux aujourd'hui qu'en 1993 dans la métropole de la Chine de l'Est. Le niveau de vie des habitants des villes, certes traumatisés par les restructurations urbaines, est nettement meilleur qu'il ne l'était il y a dix ans. Entre 1990 et 2000, la taille moyenne des logements des shanghaiens passera de 4 à 10 m² par habitant et plus de la moitié de la population sera devenue propriétaire de son logement. Quant à l'immobilier de bureaux, s'il connaît une crise indéniable, il semble cependant naturel qu'il revienne à une certaine normalité, exprimée en terme de retours sur investissements. Ceux-ci étaient environ de trois ou quatre ans au début des années 90. Un quadruplement de cette durée n'est, après tout, qu'un rajustement très naturel.

Le tarissement de la manne immobilière, qui a permis de contribuer à financer cinq ans de restructurations urbaines, devrait obliger les autorités locales à élargir le champ des sources de financements. Le début des années 90 a également été marqué par l'abondance de l'aide multilatérale et bilatérale. Mais celle-ci se déversera moins sur les grands centres urbains comme Shanghai, qui seront amenés à se diversifier. D'ores et déjà, la municipalité encourage, voire force le cas échéant, les habitants à acheter leur logement à leur unité de travail (c'est là un des fondements de la réforme des entreprises d'État que de reconstituer leur



trésorerie en se délestant de leur patrimoine bâti) ou directement à la municipalité. D'autres formules, à l'instar de la vente en concession des ouvrages d'art sous et sur le fleuve Huangpu par le biais de Shanghai Industrial Holdings, viendront compléter la panoplie des financements possibles. On commence à évoquer également la possibilité de BOT (1) sur certains projets d'infrastructures (autoroute nord de Shanghai). La crise oblige à être créatif.

En même temps que le risque immobilier des banques et des grands opérateurs est dilué dans la masse des actionnaires privés, le recours à l'épargne commence, en particulier via les fonds obligataires (logement, retraite, sécurité sociale) et facultatifs (assurance vie), à se mobiliser lentement pour le financement de l'industrie. Mais, là encore, ce mouvement ne se développera qu'au rythme des réformes et celles-ci ne se feront qu'au rythme de la croissance.

Le ralentissement actuel a au moins le mérite de ramener à un niveau raisonnable la mentalité d'enfant gâté, voire la morgue, des édiles vis-à-vis de l'investissement et du rôle des « *partenaires* » et « *amis* » étrangers. Nos entreprises en Chine sont pour la plupart entrées dans une phase de consolidation. Leur problème sera dans les deux ou trois années à venir de « tenir » suffisamment longtemps, dans une ambiance de déflation, le temps que la concurrence s'organise et que la surproduction soit résorbée.

Ce n'est pas là un marché pour les sociétés qui n'en ont pas les moyens et il est préférable, pour limiter les risques de trésorerie, d'être dépendant des marchés à l'exportation plus que du marché local, a fortiori pour les PME. La Chine reste un monde d'opportunités, mais elle n'est pas ouverte également à tous.

LES LIMITES D'UNE CERTAINE VISION DE LA CHINE

Les vrais problèmes de la Chine sont peut-être ailleurs. Dans le concert actuel des débats plus ou moins fondés, il est parfois difficile d'avoir une approche rationnelle des choses. D'une part, les vieux démons de la Chine sont toujours là : statistiques douteuses, information contrôlée, rhétorique ambiante, surenchère des courtisans étrangers. La dévaluation éventuelle du RMB, pour ne citer que le plus actuel de ces débats qui agitent les nouveaux China Watchers, n'est peut être pas un vrai remède. On oublie trop souvent de dire que les étrangers sont, maintenant, par le biais de leurs implantations, des exportateurs de poids et qu'ils ont d'autres moyens de s'adapter et de résister à l'évolution des marchés.

Les freins au développement économique chinois sont peut-être plus à chercher dans les maux hérités d'un passé qui sera long à effacer que dans les déficiences d'une économie en cours de construction. L'un des caractères hérités du passé récent, l'autorité centralisatrice, a jusqu'à présent joué un rôle moteur dans la réforme de la Chine. Mais d'autres démons, tout aussi puissants, parfois plus anciens, pourraient resurgir.

Les campagnes

Le discours économique général, alignement de paramètres donnant une valeur quantifiable à des concepts, est un tout qui fait parfois oublier la description réelle d'un pays comme la Chine, surtout lorsque celui-ci est particulièrement savant en matière de transformation des chiffres. L'assiette du taux de chômage sur une province comme celle de Shanghai, par exemple, ne prend pas en compte les populations des districts périurbains (3 millions contre 10 dans les districts urbains) au motif que celles-ci, attachées à la terre, ne peuvent pas, par principe, être sans travail. C'est normal du point de vue d'un régime issu d'une révolution paysanne. C'est, en revanche, moins satisfaisant du point de vue d'un économiste qui sait pertinemment qu'une économie en développement voit sa population paysanne se réduire, sa population urbaine augmenter (celle de Shanghai est paradoxalement stable) et ses secteurs secondaire et tertiaire se développer.

En Chine, la frontière entre villes et campagnes, traduite par le *Hukou*, le certificat d'enregistrement en un lieu donné (en général celui de naissance), n'est pas mobile : on ne change qu'à titre exceptionnel son *Hukou* des campagnes pour devenir citoyen de (et donc pouvoir travailler à) Shanghai. Seuls les brillants diplômés des universités et les acheteurs d'appartements sur la zone de Pudong (avec un seuil minimal de 300 000 RMB) peuvent y prétendre. Cette vision élitiste, jointe à la rigidité des possibilités de transfert, est en contradiction avec la position de tout économiste sensé (« *le marché du travail se déplace vers les zones de croissance et non l'inverse* »). Les responsables de la Banque Mondiale se sont évertués à financer en Chine des opérations expérimentales pour démontrer le bien fondé d'un système de libre circulation de la force de travail mais ces tentatives sont restées ponctuelles.

Le régime en place se défie probablement dans une certaine mesure de ses campagnes.

Seule une frange de la population locale a un pouvoir d'achat se rapprochant de celui des marchés développés ; la population n'est pas encore entrée dans la société de consommation et elle réagit immédiatement par l'épargne aux menaces qui pèsent sur l'économie, au détriment de la consommation.

(Nankin Road, artère principale de Shanghai)

(1) BOT : *Building Operated Transfert* ou Concessions internationales

L'emprise du Parti Communiste chinois s'y affaiblit avec le temps. L'amorce d'un processus d'élection des chefs de village, faisant appel à des collègues d'électeurs, relève plus d'une tactique pour éviter la réémergence des structures claniques traditionnelles que d'un véritable mouvement de démocratisation, même si le phénomène mérite d'être mentionné. Enveloppé d'une rhétorique grandiloquente rappelant la propagande d'une époque encore proche dans les mémoires, le cynisme avec lequel les autorités ont noyé les campagnes pour sauver les villes lors des récentes crues des grands fleuves du pays devrait nous amener à nous interroger sur l'origine réelle de ces catastrophes dont les paysans sont les victimes désignées. Incurie administrative, déboisement anarchique, fonds de solidarité engloutis dans des affaires immobilières, information biaisée : le passé et le présent s'entrechoquent pour rappeler certaines constantes de l'histoire chinoise dont la paysannerie n'a pas fini de faire les frais. En tout état de cause, il paraît bien délicat de parler de la Chine et de son économie quand deux parties du pays s'ignorent de la sorte, quand notre opinion se base sur le développement d'une fraction du pays, parfois aux dépens de l'autre.

Des sacrifiés du développement aux générations perdues

Outre les campagnes, qui n'ont que la télévision pour rêver des villes, le pouvoir est obligé, dans son mouvement de réforme, de «sacrifier» des pans entiers de sa population, y compris au sein des grandes agglomérations. Les grandes sociétés de Shanghai, à commencer par celles du secteur textile, ont déjà mis en retraite anticipée une très grande partie de leurs employés de plus de cinquante ans avec une indemnité mensuelle de 250 RMB. Comme il s'agit d'une population docile et qui peut se reposer sur l'assistance d'une famille, les autorités ne risquent pas l'émeute.

Le problème est plus délicat pour la génération de la Révolution Culturelle, c'est-à-dire celle qui a brandi le petit livre rouge dans les rues et manié la pioche dans les champs au lieu d'aller à l'école ou à l'université. Ces gens ont aujourd'hui entre 35 et 50 ans : ils sont la force vive du pays. Or ce sont ces gens à qui l'on demande maintenant de s'adapter à un système économique qu'on leur demandait de vilipender il y a trente ans, de se «réformer» une nouvelle fois par le travail mais sans même avoir eu une formation de base pour s'adapter au monde dans lequel Deng Xiaoping a voulu faire entrer la Chine.

Maintenir l'étanchéité entre les villes et les campagnes, rejeter les indésirables hors des villes, mettre les plus âgés systématiquement en préretraite, obliger les locataires à acheter leur

logement en les menaçant d'un doublement des loyers chaque année, obliger les forces vives à épouser les causes autrefois honnies... Tout cela nécessite une bonne dose d'autorité et, en tant que de besoin, de cynisme. La société chinoise, rompue aux vicissitudes de son histoire, plie l'échine une fois de plus. Le Président Mao a dit : « *la révolution n'est pas un dîner en ville* ». Mais combien de révolutions la Chine sera-t-elle en mesure d'accepter ainsi ? Certes l'exemple d'un bouleversement politique sans préalable économique, celui de la Russie, fait beaucoup réfléchir les dirigeants chinois. Mais quel sera le degré de flexibilité, le seuil de résistance de leurs administrés ?

Le fractionnement

Il est clair qu'à l'heure actuelle, mieux vaut être un shanghaien, jeune et diplômé d'une bonne université qu'un quinquagénaire ayant fait sa carrière dans les aciéries du Liaoning. Les fractionnements de la Chine sont multiples : entre jeunes de la génération de l'enfant unique et vieux, entre villes et campagnes, entre pauvres et parvenus, entre régions côtières et provinces de l'intérieur. Même entre districts urbains et périurbains de Shanghai. Cela se traduit par un chauvinisme outrancier, un mépris d'autrui, une protection de la richesse nouvellement acquise contre les envies des masses. En matière économique, ce fractionnement légitime, par exemple, la municipalité de Shanghai lorsqu'elle édicte des règlements qui reviennent à obliger les compagnies de taxi de la ville à acheter des Volkswagen fabriquées sur place.

Le pire est que le développement de la Chine, voulu et/ou assumé par les autorités, s'appuie sur ces lignes de fracture, sur ces masses endiguées, sur cette protection des intérêts locaux et que tous les moyens sont mis en œuvre pour cela. Cela étant, l'histoire démontre que Shanghai s'est toujours développée ainsi et que, dans la fiction un peu étrange des Concessions héritées des Traités inégaux (de Nankin), lorsque le pays était à feu et à sang comme au moment de la guerre des Taiping (1860) ou de l'occupation japonaise, la ville continuait à prospérer. Il aura fallu l'incurie du Guomindang – et surtout la déferlante de l'armée des paysans en 1949 – pour que cèdent sous la pression de l'inéluctable les digues virtuelles protégeant le Bund, lieu des splendeurs coloniales et de la puissance étrangère. Mais les nouveaux occupants de ces immeubles sont aujourd'hui, pour la plupart, des banques chinoises que l'activité et les impératifs de rentabilité éloignent des préceptes de 1949 et amènent à ce concentrer sur les havres de développement que sont les grands centres économiques chinois. En cela, ils ne sont plus très diffé-



BILAN D'APRÈS CRISE

rents des grands capitalistes européens et américains installés en ces lieux avant eux, pareillement coupés des désillusions de ceux à qui le progrès ne profite pas.

LA FIN D'UNE PÉRIODE DE GRÂCE ?

Il n'est pas facile de donner une opinion sur un pays qui est doté d'un héritage historique, de caractéristiques géographiques, d'une dimension culturelle tels que ceux de la Chine. Le fait est que, face à un tel environnement, l'étranger se doit de jalonner prudemment son itinéraire, que l'investisseur se doit d'observer l'expérience d'autrui. En cela, Shanghai est une place extraordinaire. Les opportunités y sont immenses mais aussi les risques. Il n'y a pas un marché, mais des marchés ; il n'y a pas une information objective, mais des bribes, souvent contradictoires et savamment découpées. Tester le marché, mutualiser les risques financiers, exporter, sont les maîtres mots d'une aventure qui est, à bien des égards, unique et mérité d'être vécue.

Nos entreprises n'y sont encore, avec à peine 1 % de l'investissement total étranger, que très peu présentes. La succession de discours volontaristes refroidis par des sermons à grands renforts de sensationnalisme journalistique n'a pas aidé. La Chine a besoin de l'étranger pour son développement : elle manque de fonds propres et de technologies. Mais il faut aussi apprendre à savoir à partir de quel moment la Chine se défie de l'étranger...

La Chine de l'uniformité, du magma rouge et de la marée des bleus de chauffe, celle des années Mao, a vécu. De cette vaste émulsion humaine, qui a refroidi ses ardeurs politiques pour se concentrer sur sa propre réforme économique, des lignes de rupture sont en train de surgir. Donneront-elles lieu à une société ou à une fédération, une mosaïque de sociétés stables, dans laquelle Taïwan finira par s'intégrer naturellement ? Nul ne le sait vraiment. Nous sommes à la fin d'une période de grâce, d'une anomalie dans l'histoire économique. La Chine a mangé son pain blanc, celui de l'investissement tous azimuts d'étrangers remplis d'espoirs par l'ouverture de ce marché. De même que la marche est une perpétuelle chute

en avant, le développement économique est fait de confiance dans l'avenir, d'espoirs de retours sur l'investissement réalisé, de risques pris et de capitaux amortis.

La Chine est désormais face à la quadrature du cercle : l'espoir des étrangers était jusqu'à présent proportionnel au degré d'avancement des réformes en cours. Mais, pour les autorités chinoises, le degré de ces réformes reste subordonné à la croissance et à la protection des intérêts nationaux. Un retournement de conjoncture en Asie et tout change. C'est ce qui se passe maintenant et le durcissement des dirigeants sur des thèmes tels que l'ouverture du marché de la grande distribution aux étrangers le confirment (le Conseil des Affaires d'État demande aux *joint-ventures* existantes de rétablir la majorité du partenaire local dans le capital). Les temps changent. Pendant cinq ou six ans, la population a vécu la fiction de la cohabitation d'avantages hérités du socialisme et des retombées de la manne du capital étranger. Mais cette fiction, a une fin dont le XV^e Congrès a pris acte. Quant au capital, il se fait plus rare, surtout en ces temps de menaces de plus en plus pesantes sur les opérations de change. L'époque qui s'amorce a, certes, du bon, en ce sens qu'elle marque la fin du comportement d'enfant gâté, le retour à plus de réalisme et l'amorce d'un mouvement de consolidation.

Mais elle n'est pas non plus sans poser de questions sur la réversibilité des réformes et sur un éventuel durcissement des conditions d'opération en Chine. Seul le temps permettra d'en juger et de continuer l'œuvre de résorption des difficultés consubstantielles à l'histoire engagée depuis deux décennies en Chine. •

L'époque qui s'amorce a du bon, en ce sens qu'elle marque le retour à plus de réalisme et l'amorce d'un mouvement de consolidation. Mais elle n'est pas non plus sans poser de questions sur la réversibilité des réformes et sur un éventuel durcissement des conditions d'opération en Chine.



D.R.